

# MESSAGE POUR LA JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE 2022

Il y a 80 ans, dans les sables libyens de Cyrénaïque, les 3 700 hommes de la 1<sup>ère</sup> Brigade française libre, Français métropolitains, tirailleurs nord-africains, africains, malgaches et indochinois, engagés du Pacifique et de Pondichéry, légionnaires étrangers parmi lesquels 300 Républicains espagnols, retranchés dans le réduit de Bir Hakeim sous le commandement du général Koenig, allaient faire face, dans la nuit du 26 au 27 mai 1942, à une première offensive des troupes germano-italiennes dix fois supérieures commandées par Rommel... La bataille de Bir Hakeim durera jusqu'au 11 juin 1942, au prix de lourds sacrifices, avec près de 150 tués, 130 blessés et plus de 800 prisonniers et disparus, la résistance des Français libres, en retardant l'offensive de Rommel et en donnant par là-même le temps à la réorganisation de l'Armée britannique, aura joué un rôle important dans la sauvegarde de l'Égypte et du canal de Suez ; un rôle reconnu par le commandant des forces britanniques, le maréchal Auchinleck, salué par Winston Churchill et par le général de Gaulle, qui envoya un message au général Koenig : «Sachez et dites à vos troupes que toute la France vous regarde et que vous êtes son orgueil».

En France occupée, où Jean Moulin, de retour de Londres, missionné par le général de Gaulle, a été parachuté dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 janvier 1942 dans les Alpilles, la Résistance subit en ce début d'année la répression renforcée de la police pétainiste, qui arrête en février Georges Politzer, Danielle Casanova, Marie-Claude Vaillant-Couturier, Jacques Decour et en mars Charlotte Delbo, Jacques Solomon et Hélène Solomon, qu'ils livreront aux occupants nazis ; lesquels fusilleront les hommes au Mont-Valérien et déporteront les femmes en Allemagne. Le Mont-Valérien sera aussi le lieu de martyre des 7 condamnés du procès du Palais-Bourbon tenu du 4 au 8 mars, et des 25 condamnés à mort du procès de la Maison de la Chimie qui se déroula du 7 au 14 avril.

Cette dure répression n'empêchera pas la fondation en février 1942 par Jacques Lecompte-Boinet du mouvement « Ceux de la Résistance » et la formation, le 28 mars 1942, des « Francs-tireurs et partisans français », les FTPF, par la fusion de l'Organisation Spéciale du Parti communiste, des « Bataillons de la Jeunesse » et des groupes de combat de la « Main d'Œuvre Immigrée », la M.O.I. La rencontre, le 28 août à Lyon, entre Jean Moulin et le général Delestraint, conduira à la formation en septembre 1942 de l'« Armée Secrète », l'A.S., regroupant les structures armées des mouvements « Combat », « Franc-Tireur » et « Libération-Sud ».

Les forces d'occupation vont être l'objet de plusieurs attaques de la Résistance, notamment les trains de permissionnaires, comme le 12 février 1942 Gare de l'Est à Paris, ou dans le Calvados, pendant les nuits des 15 au 16 avril et du 30 avril au 1<sup>er</sup> mai, qui firent 40 morts et

une cinquantaine de blessés parmi les soldats allemands ; la Wehrmacht répondit en fusillant en nombre des otages et en multipliant les déportations. Le 1er mai, le général de Gaulle appela à la BBC à manifester « silencieusement et individuellement devant les statues de la République et devant les mairies », le 14 juillet, des manifestations sont organisées dans onze villes, comme à Marseille où des membres du PPF du collaborateur Doriot tirent sur le cortège, tuant deux femmes.

L'année 1942 fut aussi celle de l'accentuation par l'occupant nazi de la répression antisémite, à laquelle le régime pétainiste dit de l'« Etat Français» prêta un concours actif. Le 27 mars 1942, un premier convoi de 1112 déportés raciaux quitta la gare de Compiègne pour les camps de concentration nazis, jusqu'à la fin de l'année 42 convois, totalisant plusieurs dizaines de milliers de déportés, partiront de France. Les 16 et 17 juillet, effectuée à la demande des Allemands par la police française, une rafle conduira 12 884 Juifs - hommes, femmes, enfants, vieillards de Paris et de banlieue – à l'internement au Vélodrome d'hiver, le Vel d'Hiv, avant d'être transférés dans les camps de Drancy, Beaune-la Rolande, Pithiviers, antichambres de la déportation vers les camps d'extermination ; le 20 juillet, Adolf Eichmann donna son accord à la déportation des enfants et des vieillards arrêtés, demandée par les autorités pétainistes. D'autres rafles eurent lieu en province. En zone Sud, à Toulouse, l'archevêque, Mgr Saliège, fera lire le 23 août dans les paroisses une lettre dénonçant les persécutions antisémites.

Mais, l'année 1942 marquera après l'été un tournant dans le conflit mondial, ainsi que pour les conditions de la lutte en France contre l'Occupant et le régime pétainiste : le 8 novembre 1942, des troupes américaines et britanniques – ce sera l'« Opération Torch» -, aidées sur place par la Résistance, procèdent à un débarquement en Algérie et au Maroc, où, après quelques affrontements pour s'y opposer, les forces armées dépendant de l'«Etat français» se rallieront aux Alliés. En France même, en réponse à ce débarquement allié en Afrique du Nord, avec pour objectif premier la sécurisation du littoral méditerranéen, la Wehrmacht envahit le 11 novembre la Zone Sud sans que l'Armée du régime pétainiste ne reçoive l'ordre de s'y opposer, tandis que les Italiens occupent la Corse. La fiction de l'indépendance de l'«Etat français» pétainiste a vécu...

Dès lors, le processus d'unification des forces de la Résistance sur tout le territoire national va s'accélérer de par l'action résolue pour y parvenir de Jean Moulin, qui va réussir à rassembler 48 rue du Four à Paris le 27 mai 1943 les principaux mouvements de Résistance de Zone Sud (Libération-Sud, Combat, Franc-Tireur), de zone Nord (Front National de la Résistance, Libération-Nord, Organisation Civile et Militaire, Ceux de la Résistance, Ceux de la Libération), les partis politiques clandestins (Communiste, Socialiste, Radical, Démocrates-Chrétiens, Alliance démocratique, Fédération républicaine) ainsi que les deux centrales syndicales (CGT et CFTC) pour la réunion constitutive du «Conseil National de la Résistance» (CNR), qui se place sous l'autorité du général de Gaulle, lui donnant ainsi une légitimité qui lui permettra de s'imposer face à Giraud à la tête du «Comité Français de Libération Nationale».

Une unité qui permettra la réalisation du «Programme du Conseil National de la Résistance» adopté à l'unanimité, publié le 15 mars 1944 et qui sera, la Libération venue, fondateur de notre pacte social jusqu'à nos jours, une unité qui permettra l'unification des FTPF, de l'A.S. et de l'Organisation de Résistance de l'Armée (O.R.A.) au sein des «Forces Françaises de l'Intérieur», les F.F.I., qui eurent un rôle majeur dans le développement des maquis et lors de l'Insurrection nationale qui accompagna les débarquements libérateurs au printemps et à l'été 1944 en Normandie et en Provence, et qui permit la restauration de la souveraineté française sur tout le territoire national.

C'est l'importance historique de cette date du 27 mai 1943 qui fit, en 2013, après 25 ans de lutte pour l'obtenir menée par l'ANACR, rejointe au fil des ans par de nombreuses autres Associations et l'UFAC, choisir par les deux Assemblées le 27 mai comme «Journée Nationale de la Résistance», durant laquelle, outre les cérémonies la célébrant, il est suggéré aux enseignants de consacrer des moments ce jour-là à la transmission de la mémoire aux jeunes de ce que furent les valeurs patriotiques, démocratiques et humanistes de la Résistance, les combats et les sacrifices des Résistantes et des Résistants.

Et de ce que fut la nature monstrueuse de ce contre quoi ils ont combattu et qui reste - hélas - une réalité du monde contemporain : le fascisme, le racisme, la barbarie, le terrorisme contre les populations civiles, les crimes de guerre et contre l'humanité, les épurations ethniques, les guerres d'agression expansionniste...

L'ANACR